

Comité des politiques publiques

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Le point sur la situation économique et financière du gouvernement du Québec

Le gouvernement doit penser à moyen et à long terme

Montréal, 3 décembre 2018 – Le Comité des politiques publiques (CPP) de l'Association des économistes québécois constate que la situation financière du Québec surpasse celle qui avait été présentée dans le Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques. Alors que le précédent gouvernement prévoyait puiser 637 M\$ dans la réserve de stabilisation pour équilibrer son budget 2018-2019, la mise à jour économique présentée aujourd'hui montre un surplus de 1,650 M\$. Cela constitue une amélioration de près de 2,3 G\$ pour l'exercice 2018-2019. À cela il faut ajouter plus de 300 M\$ supplémentaires dégagés pour l'exercice 2017-2018.

Cette amélioration de la situation financière du gouvernement vient d'une combinaison d'une hausse plus importante des revenus et d'un niveau de dépenses plus faible que prévu pour l'exercice 2018-2019. Le gouvernement se montre toutefois plus réservé quant à la croissance future de ses revenus alors que les perspectives économiques restent très bonnes. Par exemple, selon les prévisions du gouvernement, la croissance des revenus autonomes diminuerait à 1,4 % en 2019-2020 par rapport à 3,0 % en 2018-2019, malgré une croissance économique qui devrait atteindre 3,5 %. Une baisse des revenus venant de l'impôt des sociétés, de l'impôt scolaire et des entreprises du gouvernement serait en partie responsable de ce phénomène.

Il est aussi vrai que le gouvernement se privera des revenus de placement provenant du Fonds des générations étant donné sa décision d'utiliser 10 G\$ pour rembourser la dette. Selon le président du Comité des politiques publiques, Yves St-Maurice, « ce geste de prudence ne remet pas en cause l'atteinte des cibles de réduction de la dette et le Comité s'en réjouit. » Ces pertes de revenus seront cependant compensées en partie par une baisse du service de la dette.

Priorité à la famille, aux aînés et à l'investissement

La marge de manœuvre dégagée permet au gouvernement d'annoncer quelques mesures qui totaliseront 3,3 G\$ sur cinq ans. L'harmonisation des dernières annonces fédérales et d'autres mesures concernant l'investissement permettront aux entreprises de bénéficier de près de la moitié de ces sommes, soit 1,6 G\$. Les deux principales mesures touchant les familles et les aînés, soit une allocation famille plus généreuse et un nouveau crédit d'impôt remboursable pour les aînés à faible revenu ayant plus de 70 ans, coûteront 1,7 G\$ pour les cinq prochaines années. Ces deux groupes pourront en bénéficier dès la présente année financière. Ces mesures sont en ligne avec les engagements pris par le nouveau gouvernement de remettre de l'argent aux familles, aux aînés et de stimuler les investissements des entreprises pour augmenter la productivité et la croissance économique.

Ceci n'est pas un budget....

Même si le gouvernement insiste sur le fait qu'il faut investir en éducation, en économie et en santé, on ne voit pas de changements significatifs dans les différentes dépenses de missions du gouvernement comparativement aux informations publiées dans le Rapport préélectoral du mois d'août dernier. Il en est de même pour le Plan québécois des infrastructures pour 2019-2029 qui reste au même niveau que celui de 2018-2028 soit à 100,4 G\$. Il faut rappeler que l'exercice d'aujourd'hui est une mise à jour de la situation économique et financière du Québec. Les attentes étaient grandes, mais le vrai test pour le gouvernement pour donner la direction qu'il entend prendre se fera surtout lors du prochain budget. Il ne fallait pas s'attendre à un plan précis dès aujourd'hui de toutes les actions à prendre au cours des prochaines années. Ceci étant bien compris, les attentes deviennent encore plus élevées pour le prochain budget.

Une vision à long terme est nécessaire

Même si la situation financière du gouvernement profite d'une embellie, le Comité des politiques publiques recommande au gouvernement d'agir avec prudence. Il est important de conserver la réserve de stabilisation à un niveau suffisant pour traverser un possible ralentissement économique ou une récession qui pourrait survenir au cours des prochaines années. Aussi, le vieillissement de la population et ses effets notables sur la disponibilité de la main-d'œuvre exercent des pressions à la baisse sur le potentiel de croissance de l'économie québécoise qui ralentira à moyen terme la croissance des revenus du gouvernement. Au même moment, ce vieillissement de la population fera augmenter les coûts de santé plus rapidement dans le futur. Il serait donc opportun que le gouvernement regarde minutieusement l'évolution de long terme des finances publiques en présentant des projections sur un horizon de 10 ans et plus des équilibres financiers, comme le suggère d'ailleurs l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE).

CONTACT

Yves St-Maurice, président
Comité des politiques publiques
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418-681-9247

À propos de l'Association des économistes québécois et du Comité des politiques publiques

Principal groupement d'économistes québécois et comptant quelque 700 membres dans divers secteurs d'activité, l'Association ne représente aucun intérêt particulier. Elle se donne comme objectif d'intervenir de façon crédible et impartiale sur les enjeux économiques qui confrontent la société québécoise. À cette fin, elle a mis sur pied un Comité des politiques publiques constitué d'économistes ayant des compétences et des expériences diversifiées dans les milieux universitaires, privés et gouvernementaux.